

4. *Fait de nouveau appel* aux gouvernements, aux organisations intergouvernementales et non gouvernementales et aux autres donateurs possibles pour qu'ils versent des contributions au Fonds d'affectation spéciale pour l'Institut.

19<sup>e</sup> séance plénière  
23 mai 1986

**1986/33. Documentation de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités**

*Le Conseil économique et social,*

1. *Prie* la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités de soumettre désormais à la Commission des droits de l'homme, après examen approfondi, les études et rapports des rapporteurs spéciaux de la Sous-Commission, accompagnés d'un bref exposé liminaire écrit par ceux-ci, et de ne plus leur demander de présenter leurs rapports personnellement à la Commission;

2. *Prie en outre* la Sous-Commission de respecter rigoureusement les directives concernant la limitation de la documentation et de veiller à ce que les rapporteurs spéciaux chargés de l'établissement de rapports et d'études soient brefs et précis et que leurs rapports et études ne dépassent pas, autant que possible, trente-deux pages;

3. *Prie* le Secrétaire général de transmettre aux Etats Membres ou aux organisations intéressées uniquement les résolutions ou décisions de la Commission ou de la Sous-Commission qui appellent de leur part des réponses précises;

4. *Décide* que les études établies par les rapporteurs spéciaux de la Sous-Commission ne seront désormais imprimées qu'à la suite d'une décision formelle prise à cet effet par la Commission et ultérieurement par le Conseil, qui devrait avoir de ce fait la possibilité d'en étudier les incidences financières.

19<sup>e</sup> séance plénière  
23 mai 1986

**1986/34. Etude du problème de la discrimination à l'encontre des populations autochtones**

*Le Conseil économique et social,*

*Ayant présente à l'esprit* sa résolution 1982/34 du 7 mai 1982, par laquelle il a autorisé la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités à constituer annuellement un groupe de travail sur les populations autochtones se réunissant avant les sessions de la Sous-Commission, pour passer en revue les faits nouveaux concernant la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales des populations autochtones, en accordant une attention spéciale à l'évolution des normes dans ce domaine,

*Rappelant* la résolution 40/131 de l'Assemblée générale, en date du 13 décembre 1985, par laquelle l'Assemblée a décidé de créer le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones, en vue d'assurer une large représentation géographique des diverses organisations de populations autochtones participant aux travaux futurs du Groupe de travail,

*Convaincu* de la nécessité du plus large échange de vues possible dans ce domaine entre gouvernements, institutions spécialisées, organisations de populations autochtones et autres organisations non gouvernementales,

*Décide* que le Groupe de travail sur les populations autochtones se réunira pendant une période pouvant aller jusqu'à huit jours ouvrables avant les sessions annuelles de la Sous-Commission et que les trois premiers jours de travail seront consacrés à des séances, dont le service ne sera pas assuré, en vue d'élaborer un avant-projet de normes internationales.

19<sup>e</sup> séance plénière  
23 mai 1986

**1986/35. Procédure d'élection des membres de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités**

*Le Conseil économique et social,*

*Tenant compte* de la nécessité de mieux assurer la continuité des travaux de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités,

1. *Décide* que, à compter de 1987, les membres de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités seront élus pour un mandat de quatre ans;

2. *Décide en outre* que l'élection de la moitié des membres de la Sous-Commission et, le cas échéant, de leurs suppléants aura lieu tous les deux ans et que, en conséquence, lors des élections qui auront lieu en 1987, le Président tirera au sort le nom des membres dont le mandat expirera dans deux ans;

3. *Autorise* le Président de la Commission des droits de l'homme à sa quarante-troisième session à tirer au sort le nom des membres et, le cas échéant, celui de leurs suppléants, dont le mandat expirera au bout de deux ans, sur la base suivante : trois membres parmi les Etats d'Afrique; trois membres parmi les Etats d'Asie; trois membres parmi les Etats d'Amérique latine; un membre parmi les Etats d'Europe orientale; et trois membres parmi les Etats d'Europe occidentale et autres Etats;

4. *Invite* le Secrétaire général à prendre les dispositions voulues pour que, à compter de 1987, l'élection des membres de la Sous-Commission se déroule suivant les modalités énoncées dans la présente résolution.

19<sup>e</sup> séance plénière  
23 mai 1986

**1986/36. Exécutions sommaires ou arbitraires**

*Le Conseil économique et social,*

*Rappelant* la Déclaration universelle des droits de l'homme<sup>57</sup>, qui garantit le droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de la personne,

*Considérant* les dispositions du Pacte international relatif aux droits civils et politiques<sup>58</sup>, où il est dit que le droit à la vie est inhérent à la personne humaine, que ce droit doit être protégé par la loi et que nul ne peut être arbitrairement privé de la vie,

<sup>57</sup> Résolution 217 A (III) de l'Assemblée générale.

<sup>58</sup> Voir résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale, annexe.